Chambre des Représentants.

SEANCE DU 8 JUIN 1858.

Crédit supplémentaire de fr. 390,188 39 c au Département de l'Intérieur (1).

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. A. PIRSON.

MESSIEURS,

D'après le compte général qui vous a été présenté le 20 décembre 1856 (projet de loi n° 55), les dépenses des cérémonies et fêtes célébrées à Bruxelles, à l'occasion du 25^{me} anniversaire de l'inauguration de S. M. le Roi, s'élevaient à la somme de fr. 1,070,638 22

Le premier crédit alloué par la loi du 26 mai 1856 étant seulement de 300,000 »

Le Gouvernement réclamait un crédit supplémentaire de 770,638 22

En compulsant les documents qui font partie du dossier soumis à son examen, votre commission a vu que, par dépêche du 27 janvier 1857 (pièce dont elle a vainement réclamé la copie qu'on dit égarée, voir l'annexe n° 1), M. le Ministre de l'Intérieur avait fait savoir que divers comptes n'ayant pas été produits en temps utile, le crédit postulé devait être majoré de 8,844 22

Soit ensemble. fr. 779,482 44

(1) Projet de loi, n° 16.

(2) La commission est composée de MM. VERNAEGEN, président, JANSSENS, COOMANS, COPPIETERS, WALLANT, D'AUTREBANDE, B. DU MORTIER et A. PIRSON, rapporteur.

REPORT. . . fr. 779,482 44

Sans se prononcer sur l'intégralité des dépenses, les Cham-
bres allouèrent (loi du 31 mars 1857) un second crédit de . . . 385,000 »

Restait à payer. . . fr. 394,482 44

Par dépêche du 23 avril 1857, accompagnant un rapport de l'ex-commission des beaux-arts (ann. nos 2 et 3), M. le Ministre de l'Intérieur informe la section centrale qu'il résulte de la révision de quelques comptes, et de la renonciation de M. l'architecte Balat aux honoraires auxquels il avait droit, que le chiffre du crédit supplémentaire devait être diminué de . . . 4,294 05

Ce qui réduisait le solde intégral des dépenses à la somme de . . . 390,188 39
pour laquelle un dernier crédit vous fut demandé le 21 décembre dernier (projet de loi n° 16).

Dans votre séance du 24 du même mois, sous réserve d'examiner ultérieurement le surplus, et conformément aux conclusions de votre commission, vous avez alloué un troisième crédit provisoire de . . . 300,000 »

Restait donc à liquider. . fr. 90,188 39

Déférant aux désirs exprimés par la lettre de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 16 mars 1858 (annexe n° 4), votre commission fut de nouveau appelée à s'occuper de l'apurement définitif du compte dont il s'agit.

Après avoir décidé, à l'unanimité, de maintenir les décisions prises par l'ancienne section centrale, relatives aux honoraires des architectes limités aux devis primitifs, la question de savoir si on reviendrait sur les autres comptes approuvés par le Département de l'Intérieur a été résolue négativement, par 3 voix contre 2 et 1 abstention.

Ayant décidé ensuite, par 3 voix contre 3, qu'il n'y avait pas lieu de revenir sur ses résolutions antérieures concernant le rejet du crédit de 30,000 francs, postulé pour la relation illustrée grand in-folio, puis avoir rejeté, à l'unanimité, le chiffre de 15,000 francs demandé subsidiairement, votre commission a résolu, par 3 voix contre 2 et 1 abstention, de vous proposer de réquie ce crédit de 20,000 francs, et d'admettre les 10,000 francs qui ont déjà été payés.

Avant de statuer définitivement sur le solde intégral des dépenses à payer, votre commission chargea son rapporteur de demander au Gouvernement quelques explications sur divers objets, et voici la réponse de M. le Ministre de l'Intérieur :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Par l'organe de son honorable rapporteur, et sous la date du 20 courant, la section centrale a posé les questions suivantes :

- » A-t-on déduit du compte général :
- » 1° 450 francs, supplément réclamé par M. Hendrickx et refusé par la commission provinciale du Limbourg ;
 - » 2° 510 francs pour le camp de Clodion, représenté à Hasselt, lors du séjour de S. M. le Roi, dépense incombant à la province ;
 - » 3° La part payée par la questure de la Chambre à un pâtissier d'Anvers ? »

« 1° La somme de 450 francs réclamée par M. Hendrickx n'a point été déduite, parce que cet artiste, auquel l'organisation de la cavalcade du Limbourg avait été confiée par le comité de cette province, a soutenu qu'il avait fourni les costumes de trois rois éburons, dont le prix s'était élevé à ladite somme de 450 francs. Cette affirmation est répétée dans la lettre ci-jointe, accompagnée du compte du fournisseur.

» D'un autre côté, le rapport de la commission directrice des fêtes du Limbourg déclare que les trois rois éburons n'ont pas figuré dans le cortège, ou que du moins leurs vêtements ne répondaient pas à la dignité des personnages qui devaient être représentés.

» 2° On sait qu'après les fêtes de Bruxelles, qui se terminèrent le 24 juillet 1856, le Roi fit une excursion dans les provinces, où des fêtes spéciales furent données avec beaucoup d'éclat.

» Le Roi se rendit d'abord à Bruges, le 27 juillet.

» Le lendemain, 28, eut lieu une grande cavalcade ; dans laquelle figura le cortège de la Toison d'or, qui avait été monté pour faire partie de la grande cavalcade de Bruxelles.

» Le 17 août, le Roi se trouvait à Anvers.

» Le lendemain eut lieu une cavalcade dans laquelle figurait le char exécuté pour le grand cortège de Bruxelles.

» Le 27 août, la ville de Hasselt célébrait, à son tour, la présence du Roi dans ses murs. A la porte de Liège, en cette ville, s'élevait un arc de triomphe.

» A la droite, sur la place Léopold, se trouvait le camp de Clodion, dans lequel le char du Limbourg, qui avait figuré dans la cavalcade du 23 juillet, à Bruxelles, avait été introduit comme principal ornement.

» La dépense de l'appropriation de ce char à sa nouvelle destination s'est élevée à 510 francs, que la commission des fêtes du Limbourg a portés, comme article de dépense, dans le compte rendu de l'emploi du subside qui lui a été accordé sur le crédit des fêtes de juillet.

» La province de Limbourg a suivi, dans cette circonstance, l'exemple des autres provinces qui ont fait concourir, comme éléments de leurs fêtes spéciales, le matériel exécuté pour les fêtes de Bruxelles. — Bruges et Anvers ont pu se dispenser, à ce qu'il paraît, des frais d'appropriation à leur matériel. — A Hasselt, on a dû en faire quelques-uns, et jusqu'à concurrence de 510 francs. Il paraît que cette faible somme peut être considérée comme un léger subside supplémentaire, alloué à la province de Limbourg à raison de la modicité de ses ressources.

» 3° Le sieur Van Spilbeeck, pâtissier à Anvers, avait soumis le dessin d'une

pièce montée qui figurerait au banquet offert au Roi par les Chambres législatives.

» La dépense devait s'élever à 1000 francs, dont la moitié serait payée par la Chambre et l'autre par le Ministère de l'Intérieur.

» Au mois d'avril 1857, le sieur Van Spilbeeck adressa une réclamation au Ministère de l'Intérieur, et demanda un supplément de 200 francs. La dépense devait donc s'élever à 1200 francs.

» Cette réclamation fut communiquée à l'ancienne section centrale.

» Le rapporteur de ladite section fit connaître que, sur ces 1200 francs, la questure avait payé 500 francs, circonstance inconnue au Ministère. Reste donc dû à M. Van Spilbeeck la somme de 700 francs. Conséquemment, il y a lieu de porter au compte général des dépenses une réduction de 300 francs.

» La section centrale exprime en outre le désir de savoir si les honoraires de MM. les architectes ont été limités aux *devis primitifs*, et si les états fournis par eux ont été aussi approuvés par le Département de l'Intérieur.

» La question préliminaire est de savoir ce que l'on doit entendre par *devis primitifs*.

» A cet égard, la section centrale est priée de revoir ce qui a été exposé à la section centrale antérieure, par mon honorable prédécesseur, sous la date du 12 mars 1857.

» M. De Decker écrivait ce qui suit :

» La section centrale désire aussi recevoir communication des devis des différents travaux qui ont été exécutés, et notamment des constructions faites à la place St-Joseph, place Royale, etc.

» Sur ce point, je signalerai à la section centrale le passage suivant du rapport qui m'a été adressé par la commission des fêtes, sous la date du 25 juin 1856, et qui était annexé à l'exposé des motifs du projet de loi de crédit supplémentaire.

» Ce passage est conçu comme suit :

» Nous devons faire remarquer que le temps a manqué à la commission pour obtenir de MM. les architectes des plans d'ensemble, cotés et détaillés. Il a été également de toute impossibilité de procéder à la rédaction de cahiers de charges, et de se soumettre à la forme de l'adjudication. Plus de six mois eussent été nécessaires pour que toutes les formalités ordinaires pussent être suivies. Il y a donc eu absolue nécessité de donner toutes les entreprises à forfait, avec la persuasion que les estimations de MM. les architectes ont été faites consciencieusement et qu'il n'y aura pas d'exagération dans la dépense.

» Je n'ai pu méconnaître qu'en présence du peu de temps qui restait disponible (moins d'un mois), pour l'exécution des travaux de construction et de décoration, il était de toute impossibilité d'exiger des plans achevés d'ensemble, cotés et détaillés avec élévations, coupes en long et en travers, la rédaction de cahiers de charges et la mise en adjudication des travaux à exécuter.

» S'il avait fallu passer par toutes ces formalités, qui sont de règle en cas ordinaire, on n'aurait abouti à aucun résultat, et le but de la manifestation décrétée par les Chambres eût été infailliblement manqué. »

« Plus loin M. De Decker ajoutait :

» « Toutes les diligences ont été faites pour obtenir de MM. les architectes des renseignements aussi exacts qu'il était permis d'en attendre dans de pareilles circonstances, sur le chiffre des dépenses qu'ils projetaient.

» La section centrale pourra s'en assurer en prenant connaissance du dossier ci-joint, contenant la correspondance entre le Ministère et les architectes. (Ci-jointe en copie.)

» Je citerai spécialement une circulaire adressée à tous les architectes, sous la date du 27 mai 1856, et deux lettres écrites à M. Suys, sous les dates du 30 mai et du 3 juin 1856.

» Les renseignements ont été donnés d'une manière plus ou moins complète.

» Il fallait s'en contenter ou donner l'ordre d'arrêter tous les travaux, c'est-à-dire de faire tout manquer.

» C'était là une extrémité à laquelle il m'eût été impossible de me résoudre. »

« Les lettres explicatives que mon prédécesseur a écrites à la section centrale, sous les dates des 16 février, 12 et 23 mars 1857, contenaient des observations générales, dont quelques-unes s'appliquent à la question des devis primitifs.

» En ce qui concerne deux des articles de dépenses les plus importantes, savoir : *a.* l'ensemble des constructions et des décorations de la place St-Joseph; *b.* l'arc commémoratif de la Reine, de la place Royale, je crois devoir remettre, sous les yeux de la section centrale, les pièces suivantes :

» 1^o Un rapport de M. l'architecte Suys, en date du 1^{er} novembre 1856, dans lequel il explique les causes de l'augmentation des dépenses sur le chiffre qui avait été estimé approximativement à 120,000 francs, lors de la production d'un croquis des constructions, croquis approuvé par MM. les questeurs des Chambres, le 28 mai, ainsi que M. De Decker l'a fait remarquer dans sa lettre citée plus haut, du 16 février 1857;

» 2^o Un rapport de M. l'architecte Decurte, en réponse aux critiques qui avaient surgi au sujet du prix de la peinture de décoration de l'arc commémoratif.

» Il faut reconnaître que les considérations que mon honorable prédécesseur a fait valoir sur les causes du renchérissement des matériaux et matières premières, et notamment de la main-d'œuvre, se présentent généralement lorsqu'il s'agit de l'exécution, dans un temps rigoureusement limité, de travaux considérables, et notamment que, dans aucune circonstance analogue, le Gouvernement n'a pu procéder suivant la règle ordinaire, savoir : d'exiger des plans complets et des devis minutieux.

» Ce qui précède suffit pour démontrer l'impossibilité de s'arrêter à des devis primitifs qui n'ont jamais existé, ainsi que mon prédécesseur a dû encore le déclarer dans sa lettre du 12 mai 1857, en ajoutant qu'en présence de l'adhésion de la questure des Chambres à toutes les dispositions du programme arrêté de commun accord avec elles, il avait dû céder à la force majeure, et laisser poursuivre l'œuvre jusqu'au bout, en admettant les évaluations approximatives énoncées par les architectes, comme se rapprochant plus ou moins de la vérité.

» Il reste encore une question spéciale et d'une nature délicate. La questure a transmis au Ministère le compte des dépenses de la construction de la salle

du banquet, construite dans le Palais de la Nation; elle n'y a pas joint les devis primitifs des travaux. Le chiffre de la dépense, porté à 64,195 francs, a donc été admis comme il devait l'être, sans aucune observation. Cependant, l'évaluation approximative primitive ne portait la dépense qu'à 40,000 francs. (Voir la lettre de M. De Decker, du 12 mars 1857.)

» J'ai cru devoir exposer, sans réserves, à la section centrale, la difficulté presque insoluble que rencontrerait l'évaluation, en quelque sorte arbitraire, du prix des travaux conduits par les architectes en l'absence des devis estimatifs, dont l'existence présumée sert de base à la réduction des honoraires des architectes proposée par la section.

» Au point de vue du droit, mon honorable prédécesseur priait la section centrale de remarquer que l'usage d'attribuer aux architectes, chargés des travaux, une rémunération de 5 p. % sur le chiffre total de la dépense, a été consacré par un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, en date du 7 février 1849, en cause de M. De Brouwer de Hoogendorp.

» Serait-on admis à repousser légalement les prétentions des architectes, s'ils venaient à les produire en justice? C'est une question fort douteuse en présence de l'arrêt précité.

» La section demande si les états d'honoraires des architectes ont été approuvés par le Département de l'Intérieur.

» J'ai sous les yeux les états en question, et qui tous sont revêtus de l'approbation de mon honorable prédécesseur, de même que tous les autres comptes de travaux et de fournitures. Du reste, l'approbation de tous les comptes par le Ministre résultait de l'état général et détaillé des dépenses qui était joint au projet de loi de crédit qu'il avait présenté à la Chambre, dans la séance du 20 décembre 1856.

» Il est à remarquer que l'honorable Ministre de l'Intérieur avait prié, par sa lettre du 23 mars 1857, déjà citée, la section centrale de lui adresser, sans retard, une liste des créances qui avaient été contestées.

» Cette demande resta sans réponse, et mon prédécesseur ne crut pas devoir ajourner indéfiniment la répartition proportionnelle sur toutes les créances, sauf le grand album des fêtes, du premier crédit supplémentaire mis à sa disposition par la loi du 31 mars 1857.

» *Le Ministre de l'Intérieur,*

» CH. ROGIER. »

En présence des renseignements qui précèdent, votre commission a décidé que, n'admettant pas le supplément de 200 francs réclamé par le sieur Van Spielbeeck, pâtissier à Anvers, et la questure de la Chambre ayant payé la moitié du prix convenu de 1000 francs, porté au compte général, il y avait lieu de déduire de ce chef une somme de cinq cents francs (500 francs).

Abordant ensuite la question relative aux honoraires réclamés par MM. les architectes, déduction faite de ceux refusés par M. Balat, au désintéressement duquel nous nous plaçons à rendre hommage, cet objet donne lieu à une longue discussion, à la suite de laquelle le chiffre postulé de fr. 30,375 64 c^o est rejeté par 2 voix contre 2.

Par suite de ce rejet, votre commission s'occupe du chiffre qu'il conviendrait d'allouer, et après un nouveau débat, décide, à l'unanimité, qu'en bonne justice, elle croit pouvoir vous proposer de le fixer à une somme ronde de quinze mille francs (15,000 francs).

En vous proposant de réduire de moitié environ la somme pétitionnée par le Gouvernement, pour les honoraires de MM. les architectes, votre commission a surtout en vue de ne pas sanctionner les exagérations de dépenses fort regrettables qui ont eu lieu.

Dans votre séance du 26 avril dernier, vous avez renvoyé à notre examen une pétition, datée d'Anvers le 24 du même mois, par laquelle un sieur Vanherck réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une somme de deux cents francs (200 francs), qu'il prétend lui être due pour solde du train du char de la province d'Anvers.

Ayant transmis cette pièce au Département de l'Intérieur, avec demande de renseignement, voici ce qui nous a été répondu :

- « Le Gouvernement a alloué sur le crédit mis à sa disposition, des subsides
- » aux provinces, pour les aider à contribuer à l'éclat des fêtes de juillet 1856.
- » Des comités provinciaux ont été organisés dans ce but.
- » Les travaux dont le sieur Vanherck réclame le paiement lui ont été com-
- » mandés par le comité d'Anvers.
- » C'est à ce comité que le sieur Vanherck doit adresser sa réclamation,
- » attendu que ce comité est seul à même d'en apprécier le fondement et de
- » statuer en dernier ressort. »

Nous devons maintenant, Messieurs, vous donner communication d'une dépêche de M. le Ministre de l'Intérieur, ainsi conçue :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Je suis prié, par mon collègue M. le Ministre des Affaires Étrangères,
» de soumettre la demande de crédit supplémentaire ci-jointe à la section
» centrale, chargée d'examiner les dépenses relatives à la célébration des
» fêtes du mois de juillet 1856.

» Je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien donner suite à la
» demande de mon collègue, et je saisis cette occasion pour vous recom-
» mander comme urgent, le rapport complémentaire que la section centrale
» s'est engagée à faire à la Chambre sur cette affaire, qui n'a éprouvé que de
» trop longs retards, dont je ne prétends pas toutefois imputer la responsa-
» bilité à la section centrale.

» Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» Ch. ROGIER. »

Suit la demande de crédit.

« ART. . . . Il est alloué en outre une somme de dix-neuf mille cinq cent
» vingt et un francs soixante-quatorze centimes (fr. 19,521 74 c^s), pour
» achat de décorations de l'ordre de Léopold, données à l'occasion des fêtes
» de juillet 1856. »

Le Ministre des Affaires Étrangères,
B^{on} DE VRIÈRE.

Le Ministre de l'Intérieur,
Ch. ROGIER.

Tout en étant d'avis qu'il serait plus rationnel que ce nouveau crédit fit l'objet d'un projet de loi spéciale, votre commission a néanmoins résolu, par trois voix contre une, de vous proposer de le comprendre dans le solde destiné à liquider les dépenses dont nous nous occupons.

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, il restait à payer sur le compte général une somme de fr. 90,188 39 de laquelle nous vous proposons de déduire, conformément à nos conclusions précédentes :

1° Pour la relation illustrée, grand in-folio. fr.	20,000	»
2° Ce qui a été payé par la questure au sieur Van Spielbeeck	500	»
3° Sur les honoraires de MM. les architectes	15,375	64
ci		<u>35,875 64</u>
	RESTE. fr.	<u>54,312 75</u>

Par contre, nous devons ajouter le dernier crédit supplémentaire demandé pour achat de décorations, soit fr. 19,521 74

Ce qui porterait le solde à payer à la somme de fr. 73,834 49

Ayant passé au vote sur ce dernier chiffre, votre commission a l'honneur de vous en proposer l'adoption, par deux voix contre une et une abstention. Tout en le votant, la majorité ne peut s'empêcher de protester contre la marche qui a été suivie dans l'exécution des travaux et contre l'exagération des dépenses; elle espère bien que ces abus ne se renouvelleront plus.

Le Rapporteur,

A. PIRSON.

Le Président,

VERHAEGEN.

Projet de loi proposé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Département de l'Intérieur un crédit complémentaire de fr. 73,834-49, destiné à pourvoir aux dépenses des fêtes du vingt-cinquième anniversaire de l'inauguration du Roi.

Cette somme sera couverte par les ressources du budget des voies et moyens de l'exercice 1857.

ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.

ANNEXES.**ANNEXE N° 1.**

A M. Pirson, membre de la Chambre des Représentants.

Bruxelles, le 6 mai 1858.

MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

Conformément au désir que vous avez bien voulu m'exprimer, je m'empresse de vous transmettre un duplicata de la lettre adressée, sous la date du 23 mars dernier, par M. Charles Rogier, Ministre de l'Intérieur, à la commission spéciale, chargée de l'examen du crédit destiné à solder les dépenses des fêtes de juillet 1856, lettre qui était accompagnée de deux annexes.

Quant à la lettre de M. le Ministre De Decker, en date du 27 janvier 1857, il m'est impossible de vous en transmettre une copie. A la demande de l'ancienne section centrale, toutes les pièces, sans exception, relatives aux fêtes de juillet, originaux et minutes, avaient été mises à la disposition de cette section. Par lettre de M. le Ministre De Decker, du 12 mars 1857, une grande partie de ces pièces a été renvoyée au Ministère de l'Intérieur, mais un certain nombre, qu'il n'est pas possible de préciser, n'en a pas été restitué.

Au nombre de celles-ci se trouve la minute de la lettre du 27 janvier 1857, mentionnée dans une lettre de M. De Decker du 23 avril suivant.

Agréer, je vous prie, Monsieur le Représentant, l'expression réitérée de mes sentiments les plus distingués.

Le Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur,

Ed. STEVENS.

ANNEXE N^o 2.

A Monsieur le Président de la section centrale, chargée de l'examen du projet de loi de crédit supplémentaire, relatif aux fêtes de juillet.

Bruxelles, le 23 avril 1857.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer, par ma lettre du 1^{er} de ce mois, j'ai fait convoquer la sous-commission des fêtes de juillet, chargée des travaux de construction et de décoration, pour s'occuper du travail de révision des comptes auxquels la section centrale a désiré qu'elle se livrât.

J'ai l'honneur de vous communiquer, en original, le rapport qu'elle m'a adressé à ce sujet.

Je ne puis, Monsieur le Président, qu'appuyer les conclusions de ce rapport, et me référer aux lettres explicatives que j'ai eu l'honneur d'écrire à la section centrale, sous les dates des 16 février, 12 et 23 mars dernier. (Vous trouverez ci-jointe ma lettre du 12 mars, qui m'a été renvoyée par erreur.)

Divers comptes n'ayant pas été produits en temps utile, j'ai eu l'honneur de vous prier, par dépêche du 27 janvier dernier, de vouloir bien porter à fr. 779,482 44 c^t le total du crédit.

Le comité provincial de Liège ayant déclaré prendre à sa charge la presque totalité de la dépense du cortège historique de cette province (dépense qui s'est élevée à plus de 95,000 francs), et se contenter d'un subside de 10,000 francs, et du remboursement des frais de transport du personnel du cortège de la province de Liège, frais qui se sont élevés à la somme de fr. 6,091 32 c^t, il y aura lieu de réduire le crédit d'une somme de 5,000 francs, montant du subside supplémentaire porté dans le relevé général, et qui était le même que celui réclamé avec la plus vive insistance par d'autres provinces, qui ne s'étaient pas imposé des sacrifices aussi considérables que la province de Liège.

Toutefois, le comité de Liège a demandé, par lettre du 5 avril courant, le remboursement d'une somme de fr. 501 80 c^t, que réclame la commission des armuriers pour le transport du personnel du char de l'armurerie, et qui n'avait pas été comprise dans le projet de loi de crédit supplémentaire.

M. Balat, l'un des architectes chargés des travaux de décoration, a renoncé aux honoraires auxquels il avait droit, et il y aura, de ce chef, une nouvelle réduction de fr. 795 85 c^t à opérer sur l'ensemble du crédit.

Par contre, une somme de 1000 francs, due au sieur Van Spielbeck, pâtissier à Anvers, pour la pièce montée qui a figuré au banquet offert au Roi par les Chambres législatives, devra être portée au crédit.

Une correspondance a été échangée avec le comité de la Flandre occidentale, relativement au chiffre du subside réclamé par ce comité.

J'aurai l'honneur de vous en faire connaître incessamment le résultat.

De ce qui précède, il résulte que le chiffre du crédit supplémentaire doit être établi comme suit, savoir :

Total d'après la dépêche du 27 janvier	fr.	779,482 44
A déduire : Comité de Liège	fr.	5,000 »
Honoraires de M. Balat		795 85
		<u>5,795 85</u>
A ajouter :		
Créance de M. Van Spielbeeck	fr.	1,000 »
Frais de route des armuriers de Liège		501 80
		<u>1,501 80</u>
A déduire	fr.	4,294 05
Ensemble du crédit		<u>775,188 39</u>
La loi du 31 mars dernier a ouvert un crédit de		385,000 »
Reste à payer	fr.	<u>390,188 39</u>

Agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DE DECKER.

ANNEXE N^o 5.

A Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Bruxelles, le 15 avril 1857.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'ex-commission des beaux-arts des fêtes de juillet, convoquée par son ancien président, en suite de vos ordres, s'est réunie pour répondre au désir que vous avez bien voulu lui exprimer, au nom de la section centrale de la Chambre des Représentants, chargée de l'examen de la demande du crédit supplémentaire destiné à payer les dépenses des fêtes de juillet de 1856, auxquelles l'insuffisance du crédit de 300,000 francs, voté par la Législature, n'a pas permis de faire face.

La commission prend d'abord la liberté de vous faire remarquer que, la commission centrale, dans le rapport qu'elle a eu l'honneur de vous adresser sous la date du 25 juin 1856, et qui est imprimé à la suite de l'exposé des motifs du crédit, faisait remarquer que le chiffre des dépenses des fêtes et cérémonies n'était qu'approximatif, et qu'il était possible que la dépense réelle dépasserait, pour plusieurs articles importants, les prévisions des architectes. C'est ce qui est arrivé.

L'ex-commission des beaux-arts s'est trouvée tout d'abord dans une position très-délicate, ayant à porter un jugement sur des comptes relatifs à des travaux confiés à plusieurs de ses membres, et dont les comptes étaient déjà revêtus par ces derniers de leur approbation.

Elle se trouvait donc en quelque sorte juge et partie dans la solution des questions qui lui auraient été soumises.

Cependant, après avoir accordé à cette observation une sérieuse attention, la commission a cru, dans l'occurrence, devoir faire abstraction de ses légitimes scrupules, et répondre à la confiance de la section centrale, en procédant à l'examen qui lui était demandé, autant que le comporte, pour certains travaux, l'absence des plans nécessaires à une scrupuleuse vérification, plans que le caractère particulier des travaux et l'époque rapprochée de leur exécution n'ont pas permis de rédiger dans la forme ordinaire.

Il ne restait donc, Monsieur le Ministre, à la commission, qu'à examiner les comptes dans leur ensemble et dans leurs rapports entre eux, pour formuler une opinion, et elle a procédé, en conséquence, à une revue attentive de toutes les pièces.

Après avoir consacré quatre séances à cet examen, il est resté démontré que, parmi les travaux, il en est d'importants, dont les comptes présentent une élévation de prix tout à fait en dehors des conditions ordinaires, et qu'il est par conséquent impossible de les vérifier en leur appliquant le bordereau des prix en usage dans les temps normaux.

En égard aux circonstances extraordinaires et exceptionnelles dans lesquelles les travaux ont été exécutés, circonstances qui ont exercé une influence inévitable sur les prix des matières et sur les salaires, sous les réserves exprimées plus haut et laissant une part naturelle à la responsabilité de chacun des auteurs des travaux exécutés, se référant d'ailleurs à leur honorabilité et n'entrevoiant pas de résultat utile dans de nouvelles investigations, la commission est d'avis, à l'unanimité, qu'il y a lieu de passer outre à l'admission des comptes.

Nous espérons, Monsieur le Ministre, avoir répondu, autant que cela était en notre pouvoir, au désir de la Chambre et au vôtre, et, si nous n'avons pu articuler un jugement plus positif, c'est par suite des motifs que la commission centrale des fêtes elle-même a énoncés au moment où l'actualité des choses permettait de les apprécier plus sainement.

Daignez recevoir, Monsieur le Ministre, l'hommage de nos sentiments respectueux.

G^{re} GEEFS, J.-P. CLUYSENAER, SUYS, J. POELAERT,
H. HENDRICKX, EUGÈNE SIMONIS, M. BALAT, J. PORTAELS,
A.-G.-B. SCHAYÉS, Ed. STEVENS, Ad. VAN SOUST DE BORCKENFELD.

ANNEXE N^o 4.

A Monsieur VERHAGEN, Président de la Chambre des Représentants.

Bruxelles, le 16 mars 1858.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de rappeler de nouveau à votre souvenir mes lettres des 30 décembre et 22 février derniers, relatives au vote du crédit nécessaire pour solder les dépenses des fêtes de juillet 1856.

Comme je l'ai dit dans ma dépêche du 22 février, il est impossible de retarder plus longtemps la liquidation de ces dépenses.

Je vous prie donc, Monsieur le Président, de vouloir bien inviter de nouveau la commission spéciale à s'occuper de l'examen de ce projet de loi.

Je saisis cette occasion pour vous prier de communiquer à la commission spéciale la réclamation ci-jointe, que vient de me faire parvenir M. Lagye.

Vous savez que cet artiste avait entrepris la publication d'un grand album des fêtes, moyennant une souscription à cent exemplaires, soit 30,000 francs, qui ont été portés dans le relevé général des dépenses soumis à la Chambre, dans sa séance du 20 décembre 1856.

Cette dépense avait donné lieu à des critiques de la part de quelques membres de la section centrale; à la suite de ces critiques, mon prédécesseur avait consulté l'Académie royale de Belgique sur le mérite des premières planches de cet album. L'avis de l'Académie a été favorable à l'artiste et à la continuation de la publication. L'Académie a déclaré, en effet, que l'album de M. Lagye se trouvait en rapport avec les ressources consacrées à son exécution, et qu'il remplissait suffisamment le but proposé, qui consistait à reproduire les principales dispositions des fêtes de juillet 1856.

Cet avis a été transmis à l'ancienne section centrale, sous la date du 23 avril 1857.

Cependant, en égard aux observations dont je viens de faire mention, mon prédécesseur avait, ainsi qu'il l'a déclaré dans la séance du 19 mars 1857, donné l'ordre de suspendre les travaux.

A l'époque où cet ordre fut donné, quinze planches étaient gravées et dix autres planches se trouvaient composées et dessinées (grandeur d'exécution).

M. Lagye fit connaître, par lettre du 17 avril 1857, que 10,000 francs étaient dus aux artistes qu'il avait employés.

Cette lettre fut communiquée à la section centrale, par dépêche du 7 mai 1857, et les 10,000 francs, ou du moins le reliquat de ce qui était dû à M. Lagye sur cette somme lui fut remis.

La commission spéciale, chargée de l'examen du projet de loi de crédit pour les fêtes, ayant de nouveau rejeté le chiffre de 30,000 francs, M. Lagye m'a adressé la lettre ci-jointe, par laquelle il réclame une somme de 5,000 francs pour l'indemniser de son travail et des dépenses auxquelles l'exécution de cette œuvre l'a entraîné.

M. Lagye fait remarquer qu'il a dû faire de nombreux voyages, que le prix de la gravure de quelques planches a dépassé de beaucoup les prévisions, et qu'enfin il se voit non-seulement frustré dans les espérances qu'il fondait sur le produit de son entreprise, mais encore qu'il est constitué en perte.

On ne peut méconnaître que l'artiste n'ait agi avec une entière bonne foi, et il me semble que si la commission persiste à rejeter le crédit de 30,000 francs, elle trouvera sans doute juste et équitable de rémunérer le travail de M. Lagye.

J'ai cru devoir entrer dans ces détails, afin de mettre la commission à même d'apprécier la valeur de la réclamation de M. Lagye.

Je vous prie, Monsieur le Président, de mettre ma lettre sous les yeux de la commission dans le plus court délai, mon intention étant de demander la mise à l'ordre du jour de la discussion du crédit dont il s'agit.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.

A Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à Bruxelles.

Anvers, le 8 mars 1858.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La section centrale, chargée de l'examen du projet de loi du crédit supplémentaire destiné à solder les dépenses des fêtes de juillet, paraît vouloir rejeter le chiffre de 30,000 francs porté dans le compte général des dépenses, pour le grand album dont j'ai entrepris la publication.

D'après ce qui a été dit à la Chambre, le principal motif de ce rejet consisterait dans le défaut de contrat préalable entre le Gouvernement et l'artiste entrepreneur.

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, de faire un appel à votre équité, et de vous exposer la situation de cette affaire.

Lorsque l'enthousiasme provoqué par la solennité elle-même et par l'éclat des fêtes et cérémonies, était encore vivace, j'ai soumis à M. De Decker, votre honorable prédécesseur, le plan de la publication projetée.

Cette publication devait comprendre, outre une relation historique, une série de 60 planches, dessinées à la plume, représentant notamment la grande cavalcade et les autres épisodes des fêtes. Je demandais à M. le Ministre un subside, destiné à couvrir les frais matériels de la partie artistique de l'entreprise, c'est-à-dire 500 francs par planche gravée, soit 30,000 francs, moyennant la remise de 100 exemplaires de l'ouvrage.

Ces 500 francs représentent le salaire du graveur. Si l'on veut se rendre compte de la grandeur de l'entreprise, on comprendra aisément combien ce chiffre était modique.

J'avais rencontré dans M. Jamar un éditeur disposé à me seconder; je ferai remarquer en passant que l'éditeur aurait dû débiter par une mise de fonds immédiate de 30,000 francs, au minimum, pour achat de papier, tirage des planches et impression de la relation avec illustration *sur bois* dans le texte. Ceût été une œuvre splendide, digne en tout point du sujet.

Avec l'assentiment du Ministre, 15 planches ont été exécutées. Je citerai parmi celles-ci le frontispice, dont la lithographie a coûté 1000 francs, prix d'artiste; le prix d'autres planches a également dépassé les 500 francs, sans compter l'acquisition des pierres. J'avais terminé en outre dix autres dessins, grandeur d'exécution, lorsque, après les observations dont la publication avait été l'objet, je reçus l'ordre verbal de stater les travaux.

Je fis connaître alors à M. le Ministre que 10,000 francs étaient dus au artistes graveurs que j'avais employés, et je m'en rapportai à son appréciation, quant au chiffre de la rémunération de mon travail.

Je ne reçus aucune réponse.

Vous voudrez bien remarquer, Monsieur le Ministre, qu'en m'accordant une somme de 15,000 francs, pour l'album, je ne recevrai qu'une faible rémuné-

ration de mon travail, je serai même heureux d'arriver à payer tout le monde, en perdant le fruit d'un travail long et opiniâtre.

Jamais un artiste n'aura été traité avec plus de rigueur. Je joins ici quelques dessins qui vous permettront d'apprécier les études que j'ai dû faire.

J'ose compter, Monsieur le Ministre, sur votre équité.

Vous ne permettrez pas que je sois victime de ma confiance dans la parole de votre prédécesseur. Je ne demande qu'une chose, c'est qu'il ne résulte pas pour moi de cette entreprise une perte qui serait la ruine de mon avenir d'artiste.

V. LAGYE.

P. S. Monsieur le Ministre, vous trouverez ci-jointe la note des déboursés.

Acquisition des pierres à lithographier	480 »
Photographie des objets à reproduire	150 »
Copie de costumes, écussons, armoiries, etc., etc.	600 »
Indemnités aux personnes qui se sont chargées d'études et de recherches dans les bibliothèques	
15 dessins sur pierre, à la plume	7,750 »
Papier, mise en train et tirage des planches-épreuves	600 »
Papiers et tirage de 100 épreuves des trois premières planches	
Voyages à Bruxelles et à Paris, frais de séjour, etc., etc.	2,000 »
Honoraires de l'artiste	3,420 »
	<hr/>
	Fr. 15,000 »